Un pion utile faiblement importuné

Par Roberto Morejón

Malgré le rapport d'un cabinet d'avocats privé concluant que Luis Almagro a violé les règles de ce qu'il appelle le "bon sens" et le "bon jugement", le douteux secrétaire général de l'OEA restera en fonction.

Dans une décision rapide, après avoir analysé plusieurs fois le rapport des avocats, le Conseil permanent de l'OEA a à peine écarté Almagro du scandale de sa liaison avec une jeune subordonnée, en violation des règles éthiques de l'organisation, au service des États-Unis.

Almagro, qui va bientôt avoir 60 ans, a été accusé d'avoir accordé un traitement préférentiel et des faveurs à l'employée, d'où le scandale et la demande d'enquête.

Les avocats chargés de l'enquête affirment que le fonctionnaire n'a pas violé les règlements car il serait abstenu d'augmenter son salaire, il n’aurait pas cessé de superviser le travail de sa protégée et il ne

l’aurait pas intimidée.

Cependant, ses manquements ont été reconnus. Le Conseil permanent a pourtant décidé d'examiner une proposition, non soumise au vote, visant à autoriser le maintien d'Almagro à son poste, qu'il occupe depuis 2015.

Selon le cabinet d'avocats indépendant, l'ancien ministre uruguayen des Affaires étrangères savait que sa relation avec sa collaboratrice était connue dans les couloirs du siège de l'OEA et que des commentaires avaient été faits sur le favoritisme présumé, mais il ne s'est pas manifesté.

Ce n'est pas une coïncidence si l'ambassadrice du Mexique auprès de l'organisation hémisphérique, Luz Elena Baños, a déclaré qu'"un secrétaire général aux normes éthiques élevées est le minimum qu'exige une OEA sérieuse et solide".

La mission de l'OEA qui, sous le mandat d'Almagro, a encouragé le coup d'État en Bolivie en 2019 manquait d'éthique.

D'ailleurs, ce regroupement de soutiens peu reluisants aux dictatures et aux régimes d'extrême droite n'a jamais ouvert d'enquête sur le rôle joué dans le coup d'État contre le président de l'époque, Evo Morales.

En outre, il a soutenu l'action complice de l'OEA avec les États-Unis dans le siège de Cuba et du Venezuela.

Il est vrai qu'aujourd'hui, sur la base de l'analyse de la conduite d'Almagro avec sa «collaboratrice», l'OEA a décidé de réformer son code d'éthique.

Mais la mesure est tiède face à la gravité des violations. Et ce n'est pas surprenant. Il s'agit d'un hiérarque qui a fait l'objet de multiples critiques pour son infâme performance, mais à Washington il est certainement considéré comme un pion utile.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/320537-un-pion-utile-faiblement-importune

Radio Habana Cuba